



n°2, février 2008

Keshavarzian (Arang)
Bazaar and State in Iran.
The Politics of the Tehran Marketplace
Cambridge, Cambridge University Press, 2007,
XIII-302 p. Bibliogr. Index

Arang Keshavarzian nous donne l'étude approfondie et systématique du bazar en République islamique d'Iran que l'on attendait impatiemment. L'enjeu est d'importance puisque son rôle dans la Révolution a été l'un des points cruciaux des débats que celle-ci a inspirés au sein des sciences sociales, et aussi parce que le bazar de Téhéran jouit depuis la Première Guerre mondiale d'une suprématie sur les autres places marchandes du pays qui semble sans égal dans les Etats du Moyen-Orient (p. 25-26 et 41 et suiv.). Certes l'on disposait de quelques monographies anthropologiques et sociologiques, mais ces dernières portaient précisément sur des bazars provinciaux dont l'importance est moindre que celui de Téhéran. Keshavarzian est bien le premier à traiter dans sa complexité interne, dans ses rapports avec l'Etat et dans ses relations avec l'économie mondiale cette institution sociale fondamentale.

Disons immédiatement que le lecteur ne sera pas déçu et verra comblée sa patience. Le livre de Keshavarzian abonde en informations, en analyses très fines, en comparaisons. Il repose, d'une part, sur une excellente maîtrise et une utilisation stratégique de la littérature disponible en sciences sociales – en particulier les travaux des Collier sur la « State Incorporation » en Amérique latine, la recherche de Catherine Boone sur les relations de patronage politique dans l'économie sénégalaise, les thèses de la New Economic Sociology de Mark Granovetter, l'œuvre fondatrice de Karl Polanyi – d'autre part, une enquête de terrain dense et longue, selon les règles de l'art anthropologique. Cette combinaison de la « *thick description* » à la Clifford Geertz – dont il critique néanmoins son incapacité à dégager l'intégration du bazar dans l'économie mondiale et la commercialisation des biens

manufacturés (p. 64-65) et son assertion selon laquelle les petits hommes d'affaires dans les pays en voie de développement ont accès égal au crédit (p. 91) – et de références théoriques ou comparatives fait tout l'intérêt de cet ouvrage dont la consultation doit s'imposer non seulement aux spécialistes de l'Iran, mais aussi à toute personne qu'intéressent les institutions économiques dans les pays musulmans ou le rapport des pratiques économiques aux pratiques sociales ou culturelles.

Conformément à la démarche de la New Economic Sociology, Keshavarzian prend comme « unité intégrale d'analyse » le bazar en tant que « réseau enchâssé ». Il s'interroge sur les effets des politiques publiques de l'Etat quant aux transformations structurelles du bazar. Il affirme que le régime Pahlavi, dans les années 1960 et 1970, n'a pas démantelé les institutions économiques du bazar de Téhéran en dépit de l'hostilité du Shah à son encontre et lui a laissé jouer un rôle absolument central dans l'économie nationale (restitué p. 6 et suiv.). Inversement, et paradoxalement dans la mesure où les bazari sont réputés avoir soutenu la mobilisation révolutionnaire, la République islamique a mis en cause – selon Keshavarzian – l'autonomie du bazar qui instituait son unité organique et sa capacité de mobilisation corporative ou politique. L'auteur schématise cette grande transformation sous la forme du passage d'un modèle hiérarchico-coopératif à un modèle hiérarchico-coercitif, incorporé à la classe dirigeante, aux intérêts et aux politiques de l'Etat. Cela l'amène à revenir sur les approches disponibles du bazar de manière critique et à définir celui-ci, « *as a bounded space containing a series of socially embedded networks that are the mechanism for the exchange of specific commodities* » (chap. II, notamment p. 41). Il en étudie ensuite les transformations d'un régime politique à l'autre, d'une part, celles de l'ethos de ses marchands (chap. III), d'autre part, celles de ses relations avec l'Etat (chap. IV). Dans le chapitre V il centre son propos sur trois trajectoires sectorielles : celles du tapis, du thé et des tasses de thé. Dans un dernier chapitre il revient à une lecture plus macropolitique qui traite essentiellement des réseaux de mobilisation sous les deux régimes, dans une perspective comparative fidèle à sa modélisation initiale.

Répetons-le, l'apport de Keshavarzian est des plus utiles, en particulier lorsqu'il récuse la lecture culturaliste de l'ethos économique (p. 74 et suiv.), lorsqu'il analyse le rôle de l'Association de la coalition islamique (p. 146 et suiv. et 153 et suiv.) et lorsqu'il déconstruit la thèse rebattue de l'alliance entre la mosquée et le bazar (chap. VI). Mais il n'empêche que je ne partage pas toutes les interprétations que Keshavarzian tire de son abondante moisson d'observations et d'informations. A la lecture de son ouvrage je me suis parfois demandé s'il n'avait pas été prisonnier de la densité de son enquête de terrain et si ses interlocuteurs privilégiés ne l'avaient pas en quelque sorte pris en otage ! Keshavarzian nous parle-t-il de la totalité du bazar dans son hétérogénéité et ses contradictions internes, ou de la représentation que s'en font ses interlocuteurs, acteurs parmi les plus éminents de cette institution sociale ?

Ces derniers sont par exemple spécialisés dans certains des biens de consommation artisanaux ou manufacturés les plus prestigieux, mais non dans les produits périssables comme les fruits et les légumes, ni dans les secteurs de production employant une main d'oeuvre ouvrière importante, tels que la confection ou la chaussure. Or, Keshavarzian lui-même relève la différence de statut entre les uns et les autres et montre qu'une partie des dirigeants de l'Association de la coalition islamique provenaient justement du marché des fruits et des légumes. La critique des bazari « *dolati* » (liés à l'Etat) par les vieux bazari n'est-elle pas d'abord ou aussi un discours de distinction sociale ? La vision normative que les uns et les autres ont du bazar n'est pas forcément la même. De ce point de vue la distinction entre *broker* et *middlemen* que Keshavarzian reprend du discours même de ses informateurs ne résiste pas forcément à l'examen (p. 81 et suiv.). Pour ce que j'ai pu observer dans mes propres recherches sur les réseaux marchands transfrontaliers ou transnationaux, les mêmes acteurs sont susceptibles de passer d'un rôle à l'autre, si tant est que ceux-ci se différencient véritablement. Il est d'ailleurs révélateur que l'auteur donne pour traduction du même terme *vaseteh* tantôt *broker* tantôt *middleman*.

On touche là peut-être le principal défaut de l'approche de Keshavarzian qui tend à réifier ses catégories d'analyse en perdant de vue la fluidité des acteurs et de leurs pratiques effectives. En premier lieu, il tend à essentialiser l'opposition entre l'ancien et le nouveau régime. Dans les faits le changement des autorités politiques est allé de pair avec une certaine continuité des politiques publiques et des logiques de l'Etat. Le bazar n'y a pas échappé. Ce sont largement les mêmes grandes familles qui n'ont cessé de contrôler les guildes sous les Pahlavi et au moins les quinze premières années de la République islamique. Au sein du bazar le principe électif n'a été introduit qu'au début des années 1970 et les notables l'ont instrumentalisé pour continuer de se coopter entre eux-mêmes. L'arrivée sur le devant de la scène des marchands de la Coalition islamique n'a pas véritablement remis en cause leur domination, et d'ailleurs certains de ces derniers appartenaient à ces familles, même si leur âge les avait jusqu'à présent cantonnés à des places subordonnées. Ainsi, par exemple, des frères Khamoushi, l'un Président de la Chambre de commerce pendant un quart de siècle, l'autre marchand et responsable de l'Organisation de l'économie islamique, qui sont issus d'une famille de notables bazari sous l'Ancien régime. Ainsi également des frères Asgaroladi, l'un ministre du Commerce, l'autre commerçant. Il faudra attendre le milieu des années 1990 pour que la libéralisation de l'économie et de la vie politique, l'exacerbation du débat factionnel et surtout le renouvellement démographique ouvrent la voie, par le biais des élections, à de nouveaux responsables dont au moins certains ne proviennent pas du milieu historique du bazar. Surtout l'année 2007 a vu se cristalliser un conflit majeur au sein de la Chambre de commerce vieux de plusieurs années : les experts et les industriels sont parvenus à évincer l'inamovible président Khamoushi, l'un des principaux responsables de

l'Association de la coalition islamique dont Keshavarzian nous a montré qu'il avait contribué à relayer la tutelle de la République islamique sur le bazar, et pour ce faire ils ont sans doute obtenu le soutien implicite du Président Ahmadinejad qui, loin d'être le héraut des conservateurs comme on le dit trop souvent, avait posé sa candidature autonome et avait triomphé de leur candidat, Ali Laridjani, lors des élections présidentielles en 2005.

Cette péripétie confirme que Keshavarzian simplifie et rigidifie peut-être le rapport du bazar à l'Etat en surestimant la cohérence de celui-ci, un peu à l'image de la représentation que s'en font les marchands qui n'appartiennent pas à sa sphère. En réalité la République islamique a toujours été très divisée quant à la place à reconnaître au bazar, de même que celui-ci a pu avoir des positions évolutives vis-à-vis du régime. Il est ainsi avéré que bien des marchands ont financé et appuyé la mobilisation révolutionnaire. Mais ils se sont vite effrayés des incertitudes dans lesquelles elle entraînait le pays – Keshavarzian en fait lui-même la remarque (p.100 et suiv. et 147 et suiv.) – et ils ont vu dans la figure tutélaire de l'Imam Khomeyni un moyen de restaurer un minimum d'ordre. Ils se sont opposés aux mesures socialisantes du gouvernement Mousavi et ont appuyé la droite parlementaire, mais dans le même temps ils se sont souvent rangés dans le camp des jusqu'au boutistes pendant la guerre contre l'Irak qui était une aubaine économique pour leurs intérêts. Les positionnements du bazar ont été aussi complexes durant les années 1990, lorsque le président Rafsandjani a essayé de libéraliser l'économie au risque d'encourager le retour des exilés, voire la restitution de leurs biens, ou depuis l'élection du Président Ahmadinejad, dont il critique vertement la politique économique jugée dirigiste et inflationniste ou les sanctions commerciales à l'encontre des pays coupables d'avoir mal voté à l'AIEA. Réciproquement la République islamique n'a jamais été unanime quant au traitement qu'elle entendait réserver au bazar dont elle était en partie issue, mais qui lui semblait être un lieu de parasitisme économique et d'archaïsme. Sur ce plan également la continuité entre les représentations de l'ancien régime et celle du nouveau est assez troublante. Dans le même temps les autorités politiques n'avaient d'autres choix que de s'appuyer sur les marchands pour assurer la distribution des biens au sein d'un pays en pleine transformation sociale et démographique, pour soutenir l'effort de guerre et pour contourner les sanctions étrangères. Par la suite leur politique de libéralisation a servi les intérêts commerciaux, même si leur vision du développement et de la modernisation donne, au moins en théorie, la part belle à l'expertise, à l'industrie et au management dont les fondations, en particulier celle des Dëshérités, sont maintenant les incarnations.

Dans la même veine l'idée que Keshavarzian se fait de la contrebande me paraît prendre pour argent trop comptant le discours normatif aussi bien de l'Etat que des grands marchands, sans toujours mesurer leur implication respective dans cette pratique désormais centrale de l'économie iranienne. La contrebande est posée comme le mal absolu qui serait un

puissant facteur de déstructuration du bazar et de son ethos (p. 170 et suiv.). La distinction que l'auteur introduit entre la contrebande et la fraude réglementaire est exagérée dans la mesure où les deux pratiques sont étroitement impliquées et sont le fait des mêmes acteurs ou de chaînes d'acteurs collaborant entre eux. Keshavarzian le souligne d'ailleurs de son côté. Mais alors pourquoi opposer contrebande et commerce légal et dire que la première crée de l'opacité », comme si le bazar ancien était un lieu de transparence ? Par ailleurs l'on peut douter que les grands marchands du bazar soient complètement étrangers à ces pratiques, même si leur statut et leur réputation leur imposent de s'en remettre à des opérateurs subalternes. Quant au personnel politique et aux institutions du régime, ils participent directement et massivement à cette seconde économie, éventuellement pour s'enrichir, mais aussi pour s'autofinancer dans un contexte de libéralisation qui leur impose de devenir autosuffisants par rapport au budget de l'Etat, ou encore pour garantir la paix sociale dans les régions frontalières ou dans les grandes villes, ou enfin pour satisfaire aux exigences de la sécurité et de l'indépendance nationales. A intervalles réguliers divers scandales mettant en cause des hommes d'affaires ou des responsables politiques « tout à fait honorables » rappellent qu'il n'est pas aisé d'établir des frontières très claires entre ces différents registres ou entre ces différents milieux, ni de distinguer entre la petite et la grande contrebande à l'instar de Keshavarzian (p.172), ni enfin de périodiser de manière trop rigide diverses époques du commerce selon les types de coopération noués avec l'Etat ou les réseaux des provinces frontalières (p. 171-172). Sur ce plan Keshavarzian nous livre moins peut-être une analyse de l'économie politique de l'Iran qu'une étude de son économie morale : la stigmatisation de la contrebande est un répertoire de distinction sociale de ses interlocuteurs marchands et l'expression d'une certaine conception civique. Il n'est pas étonnant que cette économie morale érige un passé supposé révolu pour véhiculer un désir d'avenir ou de présent. De ce point de vue l'on peut se demander si le bazar qu'étudie si finement Keshavarzian n'est pas d'une certaine manière une « invention de la tradition » au sens où l'entendent Hobsbawm et Ranger : une façon de mobiliser un passé mythifié pour mettre en forme la modernité. Cette ambiguïté apparaît au détour de deux observations de Keshavarzian. Celui-ci oppose la confiance que garantissait le modèle hiérarchique coopératif de l'ancien bazar par le truchement de l'interaction personnelle de ses membres à l'anonymat des réseaux de contrebande qui seraient propices à toutes les tromperies. Mais il ne faut pas oublier que la création des caisses de prêts sans intérêt, dans les années 1960, a d'abord visé à assurer la survie des familles de marchands honorables emprisonnés, non pas pour des raisons politiques comme il est aujourd'hui de bon ton de le faire croire, mais pour émission de chèques sans provision, et pour financer leur libération. En d'autres termes, le bazar de l'époque n'était pas ce havre d'harmonie et de confiance que relatent les interlocuteurs de Keshavarzian. A l'inverse, ne sous-estimons pas les relations de confiance sur lesquelles sont fondées de

proche en proche les réseaux de contrebande, même si ceux-ci sont suffisamment étendus pour que leurs membres ne se connaissent plus directement : la seconde économie est aussi normée que la première, et elle est par exemple articulée au monde des affaires industrielles qui recourt à elle pour importer ou exporter.

Un autre reproche que l'on peut adresser à ce livre magistral tient moins à une déficience de son auteur qu'à la limite de la démarche de la New Economic Sociology. A privilégier le réseau, fût-il « enchâssé », comme « unité intégrale d'analyse », le risque est de prendre l'arbre pour la forêt et d'oublier la société globale dont le bazar est une institution parmi d'autres, ainsi que la macroéconomie à laquelle il est inséré, éventuellement par le biais de la contrebande. Il est problématique de comparer deux moments historiques de ce bazar, les années 1960-1970 d'une part, et, de l'autre, la période postrévolutionnaire, sans considérer que l'Iran lui-même s'est considérablement transformé dans l'intervalle, certes politiquement mais aussi et surtout socialement, par exemple en termes d'urbanisation, d'éducation, d'accès des femmes à la sphère publique et à l'éducation, de consommation de masse de produits manufacturés souvent importés. L'exemple du *safteh* que donne Keshavarzian est très révélateur. Le recul de cette forme de lettre de crédit signale moins la perte de la confiance et la recherche d'une protection qu'une mutation sociale. Avant la Révolution seule une fraction infime de la population avait accès au carnet de chèques, et cette forme de lettre de crédit imprimée par les banques commerciales, mais en vente de manière quasi informelle, suppléait cette limitation. Désormais le carnet de chèques est d'un usage courant, et la multiplication des contentieux est moins la manifestation d'une régression de la probité et de la confiance que celle de la démocratisation de ce moyen de paiement et de garantie. Ainsi, le *safteh* est mort de sa belle mort, alors que son frère jumeau, le *havaleh*, réservé au transfert d'argent de plus ou moins longue distance, prospère du fait de la multiplication des échanges commerciaux régionaux et de l'intensification des migrations. Curieusement Keshavarzian ne parle pas de cette dernière technique de crédit qui atteste la centralité des rapports de confiance dans l'économie iranienne contemporaine, « première » ou « seconde », et singulièrement au sein du bazar.

Plus fondamentalement il semble spécieux et ahistorique de comparer la capacité de mobilisation du bazar des années 1890, lors de la grande contestation contre la concession de la Régie des tabacs, à celle du bazar contemporain : outre le fait que l'Iran d'aujourd'hui est une société de masse, urbanisée et scolarisée, comme le souligne Keshavarzian lui-même (p. 6 et suiv.), et que ces changements ont affecté l'organisation et les activités du bazar (chap. III et IV), la seule transformation de la condition féminine bouleverse les données du problème. Institution éminemment masculine – il est encore inenvisageable qu'une femme prenne la tête d'une guilde et même tienne une boutique dans le bazar historique – le monde du commerce est désormais confronté à l'affirmation sociale du « deuxième sexe » et à sa concurrence

économique dans les réseaux de contrebande. Les impératifs de la sociabilité familiale ont ainsi affaibli celle du bazar – les marchands délaissent les *heyat*, la mosquée et les maisons de thé moins, comme le dit Keshavarzian, parce qu'ils ne se font plus confiance que parce qu'ils n'ont plus le temps, que leur culture matérielle a d'autres contraintes et d'autres possibilités (cf. par exemple p. 179), et qu'ils ont une vie de famille et des loisirs de type « moderne » (les embouteillages du jeudi soir sont devenus légendaires : les bazari sont pressés d'honorer leurs enfants et plus encore leur épouse !). Dans le même temps la Chambre de commerce, qui n'a accordé de poste de direction à aucune femme, en emploie de nombreuses dans des fonctions d'encadrement ou d'expertise et n'est pas un haut lieu de conservatisme social, par exemple en matière de port du voile, comme on aurait pu le penser de prime abord.

Pour conclure, la dichotomie entre les modèles hiérarchico-coopératif et hiérarchico-coercitif dans laquelle s'est emprisonné Keshavarzian nuit à son propos. Au fond, une fois que l'on tient compte des transformations sociales qu'a connues l'Iran et du contexte historique dans lequel s'inscrit le bazar, ainsi que le fait l'auteur lui-même au fil des chapitres, son unité et sa cohérence ne paraissent pas avoir été affectées autant que le dit ce dernier, même si les conditions et les formes de mobilisation et d'intervention de l'institution ont évolué. Le courant politique le plus structuré dans la durée, celui de l'Association de la coalition islamique, aujourd'hui constituée en parti, en est largement son expression. Certes, il convient de ne pas en exagérer l'influence – nous avons vu que son candidat, Ali Laridjani, a perdu les élections présidentielles en 2005, tout comme Ahmad Tavakkoli en 1993 et Ali Akbar Nategh Nouri en 1997 – mais sa capacité d'action, de proposition et de critique est réelle, ainsi que le démontre son opposition à la politique économique du Président Ahmadinejad dans l'enceinte du Parlement depuis 2005, en particulier lors des débats budgétaires. De même les marchands ont montré, à l'automne 2005, qu'ils savaient encore s'organiser pour contrer des mesures gouvernementales : ils sont parvenus en deux semaines à faire rapporter les sanctions commerciales que le Président Ahmadinejad avait décrétées contre la Corée du Sud, la Chine et le Royaume-Uni pour les punir d'avoir voté la saisie du Conseil de sécurité des Nations unies par l'AIEA. Par ailleurs l'ingérence de l'Etat dans les affaires du bazar procède de la demande des marchands eux-mêmes, toujours en quête de protection publique, autant que de sa volonté de contrôle et de centralisation : le rapport à l'administration est souvent vu comme une ressource précieuse face à la concurrence des autres opérateurs nationaux ou étrangers, et la garantie ou l'intervention de l'Etat semblent indispensables à la modernisation ou l'institutionnalisation de l'économie iranienne, par exemple dans les domaines des normes, des assurances, de la banque, singulièrement à l'approche d'une éventuelle adhésion du pays à l'OMC ou de celle de la Turquie voisine à l'Union européenne.

Paradoxalement le livre de Keshavarzian nous aide à échapper au piège de cette fausse dichotomie dans laquelle il s'enferme partiellement, non seulement par la richesse de l'enquête de terrain sur laquelle il repose, mais aussi par sa récusation de l'opposition traditionnelle entre l'Etat et la société qui domine une bonne part de la littérature scientifique relative à l'Iran. Sa lecture est décidément indispensable à quiconque s'intéresse à la République islamique ou à la sociologie économique dans une perspective comparative./Fariba Adelhah